



## **Direction de la Communication**

Prestations de services en application du code de la commande publique

<p><b>Plateforme de création de contenus audiovisuels pour l'Agence Campus France</b></p>
---

La consultation est lancée selon une procédure adaptée ouverte, conformément à l'article L. 2123-1 du Code de la commande publique

Accord-cadre passé en vertu des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique

**Marché n° 2026\_09**

**Lien vers le profil d'acheteur utilisé pour la consultation :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&All>

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES : 15 juin 2026 – 12h00**

Annexe A : conditions de remise des offres électroniques

## Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES .....	3
2.1 – Procédure utilisée.....	3
2.2 – forme et durée du contrat.....	3
2.3 – Contenu du dossier de consultation des entreprises / retrait .....	3
2.4 – Délai de validité des offres .....	3
2.5 – Variantes .....	4
2.6 – Forme juridique de l’attributaire.....	4
2.7 – Modalités de financement et règlement.....	4
ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	4
3.1- Contenu des plis : .....	4
3.1.1 Candidatures .....	4
3.1.2 Offres .....	5
ARTICLE 4 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	5
4.1- Sélection des candidatures.....	5
4.2 - Jugement des offres.....	6
4.3 Interrogation des candidats, régularisation .....	6
4.3.1 Demandes de précisions.....	6
4.3.2 Demandes de régularisation.....	6
4.3.3.- Négociations.....	7
4.4- Conditions d’attribution.....	7
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES .....	7
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8

## **ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent marché a pour objet la fourniture d'une solution de création de contenus audiovisuels destinée à Campus France et au réseau des Espaces Campus France à l'international. Cette plateforme devra permettre le montage simplifié, l'adaptation des formats et l'homogénéisation des contenus, dans le respect des chartes graphiques de Campus France et des Espaces Campus France. La solution attendue devra répondre aux exigences techniques, fonctionnelles, ergonomiques, de sécurité et d'accompagnement définies dans le présent document.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES**

### 2.1 – Procédure utilisée

L'accord cadre est passé suivant les règles de la procédure adaptée ouverte prévues à l'article L.2123-1 du Code de la commande publique.

L'accord cadre donne lieu à la passation de bons de commande ou de marchés subséquents par application des dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique

### 2.2 - forme et durée du contrat

Le contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

L'accord cadre a une durée de quatre ans à compter de sa notification.

### 2.3 – Contenu du dossier de consultation des entreprises / retrait

Le dossier de consultation des entreprises contient les pièces suivantes :

- 1 : le présent Règlement de la Consultation et son annexe :
  - annexe A « dématérialisation des procédures de commande publique » ;
- 2 : le bordereau des prix unitaires ;
- 3 : le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- 4 : le Cahier des Clauses Techniques Particulières

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement depuis la plate forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse indiquée en page de garde.

Les conditions d'un retrait du DCE sont explicitées dans l'annexe au présent règlement de la consultation intitulée « dématérialisation des procédures de commande publique ».

Pour plus d'informations, le candidat peut télécharger le guide d'utilisation « entreprises » proposé par PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

### 2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## 2.5 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## 2.6 – Forme juridique de l'attributaire

L'offre est présentée par une seule entreprise ou par un groupement qui doit indiquer tous les membres du groupement lors de son dépôt.

Le groupement peut être un groupement solidaire ou un groupement conjoint. Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, la répartition des prestations entre les membres du groupement doit être indiquée à l'acte d'engagement.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

## 2.7 - Modalités de financement et règlement

L'accord-cadre est financé sur la base de subventions de ses ministères de tutelle et sur les ressources propres de Campus France.

Il sera réglé par virement, conformément aux règles de la comptabilité publique. Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date certaine de réception des documents comptables.

## **ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'originale par un traducteur assermenté.

### 3.1- Contenu des plis :

**Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

#### **3.1.1 Candidatures**

Les candidats utilisent :

- le formulaire DC1 (lettre de candidature), dûment complété ;
- le formulaire DC2 (déclaration du candidat), dûment complété.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils sont utilisés par les candidats pour présenter leur candidature suivant les éléments indiqués ci-dessous :

- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- La Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à

- L.2141-11. Cette déclaration est intégrée dans le formulaire DC1 « Lettre de candidature » ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices (DC2) ;
  - Moyens humains (nombre et qualifications du personnel et des sous-traitants...) de l'entreprise représentatifs de l'objet du marché (DC2) ;
  - Moyens techniques de l'entreprise représentatifs de l'objet du marché (DC2) ;
  - Les références de marchés portant sur le même objet, attestées par des certificats de capacité datant de moins de trois ans ou à défaut le descriptif très détaillé des moyens matériels et humains de l'entreprise (DC2). Ces références doivent attester que le candidat a une expérience en lien avec l'objet du marché

Si le candidat est un groupement d'entreprises, les renseignements visés ci-dessus doivent être fournis pour chacun des membres du groupement.

De même, pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit l'ensemble des renseignements visés ci-dessus concernant cet opérateur économique. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur pour l'exécution du marché, il produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si le candidat est une société de création récente (société de moins de 3 ans d'existence), il peut fournir, en lieu et place de la déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices, tout autre document considéré comme équivalent (déclaration appropriée de banque, attestation comptable relative à l'état financier de l'entreprise depuis sa création...). Il peut également fournir la liste des éventuelles prestations en cours précisant, pour chacune d'entre elles, le montant et la nature des prestations afin de palier à l'absence de certificats de capacité pour des marchés similaires.

Si le candidat souhaite utiliser le service DUME en lieu et place des formulaires DC1 et DC2, il convient qu'il se reporte à l'article 5.3 du présent document le décrivant.

### **3.1.2 Offres**

Le dossier à remettre par les candidats comprend obligatoirement, les documents suivants.

#### **I/ Un projet d'accord-cadre comprenant :**

- 1. Le bordereau des prix unitaires de l'accord cadre, complété,**
- 2. Le détail quantitatif estimatif (non contractuel) complété,**
- 3. Le mémoire technique de l'accord cadre, comprenant**
  - a. Les moyens humains proposés pour l'exécution de l'accord cadre ;
  - b. La méthodologie d'accompagnement et de formation utilisateurs proposée ;
  - c. Une note de présentation de la solution en réponse aux besoins exprimés par Campus France, comprenant des exemples de prestations similaires pour des acteurs comparables

## **ARTICLE 4 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **4.1- Sélection des candidatures**

A l'ouverture de l'enveloppe, les conditions de sélection des candidats sont les suivantes :

Capacités techniques, financières ou professionnelles suffisantes pour réaliser les prestations objet de l'accord-cadre sur la base des renseignements demandés à l'article 3.1.1.

#### 4.2 - Jugement des offres

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, la personne publique s'appuie sur les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

**1 – Valeur technique** (coefficient de pondération de **60%**), évaluée à partir du mémoire technique de l'accord cadre suivant les éléments suivants :

- a. Les moyens humains proposés pour l'exécution de l'accord cadre ;
- b. La méthodologie d'accompagnement et de formation utilisateurs proposée ;
- c. Une note de présentation de la solution en réponse aux besoins exprimés par Campus France, comprenant des exemples de prestations similaires pour des acteurs comparables

**2 - Prix** (Coefficient de pondération de **40 %**), apprécié sur la base des sous critères suivants :

- Montant du détail quantitatif estimatif (DQE) de l'accord cadre ;

En cas d'égalité après application de ces critères, pour le classement des candidats et la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur la base du critère n° 1 sera classé en première position.

En cas d'égalité après application de la règle précédente, le candidat ayant présenté l'offre la moins disante sera classée en première position.

Les offres anormalement basses, les offres inappropriées, ou inacceptables, irrégulières, les offres des candidats n'ayant pas répondu à une demande de précision ou de complément, ne permettant pas au Pouvoir adjudicateur de procéder à leur analyse, seront rejetées :

**Les candidats sont informés que Campus France se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans demande de précision, ou demande de régularisation d'aucune sorte.**

#### 4.3 Interrogation des candidats, régularisation

##### 4.3.1 Demandes de précisions

En cas de besoin, Campus France pourra interroger un ou plusieurs candidat(s), uniquement par courriel, afin que celui (ceux)-ci précise(nt) son (leur) offre et réponde(nt) aux éventuelles questions soulevées par la solution technique et le montant qu'il(s) propose(nt).

Cette procédure se déroulera dans des conditions de stricte impartialité, neutralité, transparence et équité.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra donner à certains candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres. Campus France ne pourra également révéler aux autres opérateurs économiques des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat.

Les demandes de précisions ne doivent en aucun cas conduire à formuler une nouvelle offre.

##### 4.3.2 Demandes de régularisation

En cas de besoin, Campus France peut demander au(x) candidat(s) concerné(s), de régulariser leur offre.

Ces demandes ne doivent en aucun cas conduire à formuler une nouvelle offre financière.

#### 4.3.3.- Négociations

Comme pour l'audition, les négociations se dérouleront avec les trois (3) meilleures offres à l'issue du premier classement, après analyse des offres initiales réalisé dans les conditions de l'article 4.2 du présent règlement de la consultation.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre, et notamment sur le prix.

A l'issue des auditions, des questions seront transmises aux candidats afin de préciser les éléments de son offre. Les candidats disposeront de 7 jours ouvrés pour transmettre leurs réponses. La réponse financière prendra la forme d'un nouveau BPU-DQE.

Ces réponses, seront analysées selon les mêmes critères que la pré-analyse et constitueront l'offre finale des 3 candidats.

Le délai de validité des Offres Finales est le même qu'à l'article 2.4 ci-dessus à compter de la date maximale impartie par Campus France pour la remise des Offres Finales.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2161-17 du CCP, Campus France se réserve la possibilité d'attribuer l'Accord-cadre sur la base des seules Offres Initiales, sans négociation préalable.

#### 4.4- Conditions d'attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que les attributaires pressentis produisent les documents, certificats et attestations énoncés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, selon les stipulations décrites à l'article ci-après au présent document.

Le délai imparti par Campus France aux attributaires pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 8 jours.

Les attributaires seront également sollicités pour signer l'acte d'engagement correspondant à leurs offres, comme prévu à l'article 3.2.1 du présent document.

**Campus France se réserve, dans tous les cas, la faculté de ne pas donner suite à la présente procédure.**

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

En application des dispositions de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les offres, sont transmises exclusivement de façon dématérialisée via la plate-forme de dématérialisation des achats de l'Etat (PLACE).

Toute Offre remise sur support « papier » ou sur support physique électronique à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : ce sont la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée. Les soumissionnaires sont donc invités à intégrer des marges de manœuvre suffisante dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.

Les conditions de dépôt d'une offre électronique sont explicitées dans l'annexe au présent règlement de la consultation intitulée « dématérialisation des procédures de commande publique ».

Pour plus d'informations, le candidat peut télécharger le guide d'utilisation « entreprises » proposé par la PLACE, via le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>.

Les candidats peuvent, dans les délais impartis pour la remise des offres, accompagner leur offre électronique d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD, DVD-ROM ou clé USB) ou sur support papier.

**Les offres électroniques et les éventuelles copies de sauvegarde devront parvenir à Campus France avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées sur la page de garde du présent Règlement de consultation. Au-delà les plis ne seront pas ouverts.**

## **ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de la consultation, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via le profil d'acheteur dont l'adresse internet est indiquée en page de garde.

Les conditions de dépôt d'une question sont explicitées dans l'annexe au présent règlement de la consultation intitulée « dématérialisation des procédures de commande publique ».

Pour plus d'informations, le candidat peut télécharger le guide d'utilisation « entreprises » proposé par PLACE, via le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.